

d'alerte dans le cadre des mesures destinées à faire reculer son adversaire. En Europe, où les forces des deux camps se font littéralement face, des combats s'engageraient et, en raison de l'instabilité provoquée par la crise, ce serait l'escalade. Si l'on adoptait une défense non offensive pour les forces classiques, ce risque serait beaucoup plus faible. En vérité, si le Pacte de Varsovie et l'OTAN optaient pour une défense non offensive, l'utilisation en premier des armes nucléaires par l'Alliance occidentale deviendrait un concept purement théorique, quels que soient les propos officiels qu'on a pu tenir à ce sujet. On pourrait ainsi reléguer à l'arrière-plan les armes nucléaires en transformant la stratégie applicable aux armes classiques en stratégie défensive.

MISE EN OEUVRE

Le problème consiste à trouver le moyen d'amener les deux parties à s'engager sur la voie de la défensive. À partir du moment où certaines forces, certaines armes ou certains déploiements de troupes ont une capacité offensive supérieure à celle d'autres éléments, le retrait des unités les plus offensives contribue à réaliser une supériorité défensive mutuelle. Si les deux camps s'engagent sur cette voie, et tout particulièrement celui dont les moyens offensifs sont les plus grands, il devient alors possible d'entamer une évolution au terme de laquelle on aura écarté les menaces, amélioré la sécurité et réduit les arsenaux.

Le passage d'une stratégie à l'autre peut se faire de trois manières: par des mesures indépendantes, par la consultation et par la négociation traditionnelle.

Dans le premier cas, l'un des camps modifie directement le niveau et les caractéristiques des forces dont il dispose ou qu'il se propose d'avoir.

Dans le deuxième cas, on engage des discussions avec l'adversaire (et des discussions dans des tribunes nationales qu'il peut observer) sur la logique et la valeur de la stratégie défensive, et l'on prend les mesures susceptibles d'accroître la sécurité de chacun, tout en incitant l'autre camp à faire de même. On pourrait dire dans ce cas qu'il y a un dialogue positif, l'une des deux parties déclarant: «Je vais prendre unilatéralement des mesures qui nous donneront à tous deux une plus grande sécurité et je vous propose d'en faire autant.» Un langage de ce genre vise avant tout à informer et à persuader l'adversaire.

Négociateur, c'est essayer de conclure un marché. L'un des camps modifie sa politique d'armement à condition que l'autre fasse de même, car il est dangereux de changer sa position si l'adversaire ne fait pas de même. On peut dire que c'est là un dialogue négatif, car, l'un des interlocuteurs déclarant «je ne ferai pas ceci si vous ne faites pas cela!», les deux parties adoptent une attitude antagoniste.

Il est logique pour une alliance de prendre des mesures en toute indépendance du moment qu'elles renforcent sa sécurité à court et à long terme, ou du moins qu'elles la maintiennent à un niveau convenable, même si l'au-

tre camp reste sur ses positions: pourquoi l'alliance en question ne ferait-elle pas ce qui est dans son intérêt? Il est possible d'agir ainsi en autonomie (a) si l'on possède plus de forces offensives qu'il n'en faut et s'il suffit de les réduire, et (b) si l'on peut les remplacer à un coût raisonnable par des forces défensives.

Il est également logique de discuter de solutions de rechange avec un adversaire potentiel pour essayer de lui expliquer ce que l'on cherche à faire et pour le persuader d'agir de même. Des entretiens entre les deux alliances sur la doctrine pourraient être utiles en ce sens.

Si l'on possède des armes offensives (des avions ou des navires, par exemple) qu'on ne peut pas remplacer par des moyens défensifs satisfaisants, on estimera qu'on ne peut rien entreprendre sans avoir l'assurance de mesures réciproques. Dans ce cas, on sera sans doute obligé de négocier. Cela ne veut pas dire que l'on doive examiner toutes les armes et les classer dans les armes défensives ou offensives, ou plus ou moins défensives ou offensives. Pareille entreprise ne servirait à rien. Il faut plutôt choisir certaines catégories d'armements dont le caractère offensif est évident, ou encore des déploiements de forces potentiellement offensifs, et en négocier la réduction ou la suppression de part et d'autre. Les négociations envisagées pour éliminer la capacité de lancer une attaque surprise pourraient se prêter à un dialogue de ce genre.

Qu'il soit possible, quand la volonté politique existe, de désigner les armes ou les déploiements de forces les plus offensifs et de tomber d'accord pour les éliminer, cela a été prouvé après 1945. Au Moyen-Orient, par exemple, le dispositif de maintien de la paix mis en place sur les hauteurs du Golan comprend une zone entièrement démilitarisée et des zones tampons où le nombre des armes offensives est limité. Les Nations-Unies assurent la surveillance de ces zones. Ce système fonctionne avec succès depuis 1974. Autre exemple: le traité signé par Taïwan et les États-Unis aux termes duquel ces derniers ont convenu de ne fournir à Taïwan que des armes défensives.

On aurait tort de penser qu'il suffit de mener des négociations traditionnelles et d'y recourir dans les cas où des mesures unilatérales sont effectivement possibles. Les négociations sur la réduction des armements reposent sur l'hypothèse que les armes ou les forces en question sont, de par leur nature, offensives; or, comme il doit alors y avoir équilibre, les changements en faveur de la défensive sont impossibles. Cette façon d'agir est en outre hautement antagoniste et susceptible de créer des difficultés et d'empêcher tout progrès dès le départ. Si l'on n'y prend pas garde, les experts, politiciens, bureaucrates et conseillers militaires de tous genres qui ont passé des années autour des tables de négociations n'auront que trop tendance, advenant l'adoption du concept de la défensive, à s'en saisir et à courir s'enfermer dans leurs salles de négociations où ils se disputeront et se querelleront sur des définitions, des chiffres et des questions de vérification, comme ils l'ont fait jusqu'ici au cours des négociations sur la limitation des armements. Il est assez inquiétant de voir à quel point